

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

**Les vrais PYROMANES
ce sont les capitalistes et les gouvernants**

**DÉPOSSESSION
EXPLOITATION
SOUSSION MARCHANDE
GUERRES
DESTRUCTION DE NOTRE MONDE
ET DE NOS VIES**

**Quand tout va mal :
RÉVOLUTION SOCIALE !**

Edito

- Anarchisme ou barbarie ...

Monde du travail

- Syndicalisme et gestion du personnel .
- " Ici c'est notre grève, les travailleurs
décident et les syndicats obéissent ".

Société

- De la visioconférence comme arme
étatique .

Ecologie

- Pour une grève générale écologique .
- Le grand incendie ou la révolution ...
- Solidarité internationale et
intergénérationnelle .
- Les canicules se succèdent ...

- pas de panique !

Politique

- Marxisme et Anarchisme .
- A propos du bourrage de crâne ...

Repères

- A propos du livre "guerre d'Espagne, la
démocratie assassinée"...

Antimilitarisme

- Déclaration d'un déserteur de l'armée
Russe

International

- Que faire concrètement face aux massacres
en Palestine ?
- Contre les frontières et l'identification
ethnique ...

2 EUROS /// N°198

SEP-OCT 2026

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Anarchisme ou barbarie ...

L'économie mondiale est-elle au bord de l'effondrement ? Ou s'agit-il « simplement » d'une nouvelle vague d'inflation générale ? On ne peut qu'être stupéfait par la « sérénité » avec laquelle nous nous dirigeons actuellement vers la crise pétrolière. Macron & Co. s'emploient à ramasser les débris de la dernière crise de rage de Trump et à lécher à nouveau les bottes des autocraties pétrolières, tandis que l'armée ukrainienne a senti le danger et s'empresse de bombarder tous les terminaux pétroliers russes. La Hongrie est enfin libérée d'Orbán, mais l'UE se mobilise-t-elle désormais de manière unie pour s'approvisionner à nouveau en gaz et en pétrole russes ? Les prêts généreux accordés à l'Ukraine laissent à nouveau présager le double jeu bien connu : nous finançons votre guerre pour pouvoir acheter du gaz russe sans remords – ce qui, à son tour, finance la guerre russe. Une guerre qui ne peut jamais finir. L'hiver qui s'annonce est inévitable, comme chaque année. Et comme c'est pratique : nous « résolvons » la crise économique par le réarmement – bienvenue dans les années 1930.

Mais qu'en est-il de la classe ouvrière ? Il y a quelques années, une hausse de 10 ou 20 centimes du prix de l'essence suffisait à déclencher des émeutes. Il y a quelques années, tout le monde s'accordait à dire qu'une nouvelle Grande Révolution éclaterait en France si la baguette coûtait plus de 40 centimes. Où en sommes-nous aujourd'hui ? À 300 % ou 400 % plus près de la révolution ?

Il est temps de nous détacher de nos petits écrans (en réalité la seule cause de notre paralysie), de descendre dans la rue et de paralyser définitivement l'économie capitaliste. Sinon, c'est nous qui paierons pour tout cela. Les prix des denrées alimentaires vont encore doubler, les loyers continueront d'augmenter, les voitures resteront au garage, le chauffage restera éteint en hiver. Nous travaillerons pour une usine d'armement afin que nos enfants puissent partir en guerre bien équipés pour les capitalistes.

Non, il n'y aura pas d'apocalypse – la plupart d'entre nous continueront à vivre dans cette folie à l'avenir et devront y périr. Ou bien se prendre en main et s'organiser et s'unir pour changer le cours des choses.



ANARCHOSYNDICALISME !

CNT-AIT, 7 rue St Rémèsy, 31000
Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

tarif normal: 10 Euros
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
Pour tout problème d'abonnement:
contactez nous directement par mail
à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES
LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION:

"Anarchosyndicalisme ! 198 Sep-Oct 2026/ cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémèsy 31000 Toulouse - imprimé le 12 Septembre 2026 sur les
presses d'Axiom-Repro 9 rue bessières, Montauban - directeur de la publication:
Entremont Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme ! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous .

Pour tout problème d'abonnement ; contactez nous directement par mail : contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme ! est le journal du réseau de la CNT AIT .

Ce journal est rédigé , mis en page , assemblé par des militants Anarchosyndicalistes , salariés ou chômeurs , après leurs heures de travail .

Il ne reçoit aucune subvention ; 100%

Intelligence humaine : ce journal a été réalisé sans l'aide de l'intelligence artificielle

Notre contact : Anarchosyndicalisme !

7 , rue St Remesy , 31 000 Toulouse

tel : 05.61.52.86.48

permanence tous les samedi de 17 H à 19 H

Mails :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

montauban@cnt-ait.info

perpignan@cnt-ait.info

initiative.03@cnt-ait.info

contact@cnt-ait.info (paris-banlieue , nord et est de la france)

essonne@cnt-ait.info

<https://cntait03.wordpress.com>

@CNTAIT (Paris)

initiative cnt-ait grand ouest

(bretagne , pays de Loire) écrire à contact@cnt-ait.info

Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosyndicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres.

Vous pouvez commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal (le prix de revient de ces brochures imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 Euros) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- L'irradiation pornographique du néo-zapatisme, voix critiques anarchistes de la région mexicaine contre le spectacle de l'EZLN.

- L'anarchosyndicalisme aujourd'hui : questions / réponses ; Fédéralisme et réseau : pour une organisation anarchosyndicaliste fédérale du XXIème siècle.

- Techniques de luttes

- Le boycott de la coupe du monde d'Argentine 1978: enjeux, acteurs, résultats.

- Marguerite ASPÈS, Anarchosyndicaliste, espérantiste, anti-colonialiste, féministe, sans concession des années 1930



Pourquoi plusieurs « CNT » en France ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993.

Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

– une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

– et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

– Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

– En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Syndicalisme et gestion du Personnel

L'un des lèche-bottes de l'usine où je gagne ma vie a surpris ces derniers jours un intérimaire qui s'endormait sur son poste de travail un vendredi matin. Cet individu est allé illico presto le dénoncer au directeur de production de l'usine. Ce dernier a renvoyé l'intérimaire chez lui, pour qu'il puisse se reposer », car ça pouvait être dangereux.

Suivie ensuite d'une petite dispute entre salariés (dont moi-même) par rapport à cette indélégatesse, et voilà que le lundi suivant, le délégué CFTC vient me voir pour me dire à quel point j'ai été injuste envers le baveux de la direction. Que l'intérimaire est juste au repos et qu'il reprendra le boulot dès que possible.

Un autre syndicaliste CGT, celui-là, vient également me confirmer que l'intérimaire n'a pas été foutu dehors. Deux jours plus tard j'apprends que le contrat de l'intérimaire n'a pas été renouvelé pour la semaine suivante, donc il a bel et bien été foutu dehors.

Un autre jour (toujours cet été), dans la même boîte où je trime, un des délégués F.O. est venu dans l'atelier des ébavureurs, qui profitaient d'un rafraîchisseur d'air, qui faisait tout de même baisser la température ambiante de l'atelier à 27° (oui, il faisait chaud), Pour dire et proposer qu'il faudrait remplacer le rafraîchisseur d'air par deux ventilateurs, pour pouvoir faire, faire des économies à l'entreprise, tout cela dit avec un aplomb déconcertant !

Il faut également noter qu'en 2024, nous avons donné un coup de pouce à une compagne hospitalière, qui travaillait à l'hôpital Joseph Ducuing à Toulouse, où il y a eu un mouvement de grève, les revendications habituelles, c'est-à-dire les conditions de travail, les salaires ...

Tout ça pour s'apercevoir que la direction de cet hôpital Toulousain est en réalité ... La CGT !

Dans l'imaginaire collectif, la logique des choses voudrait que le syndicalisme et les syndicalistes délégués puissent défendre l'intérêt et le bien-être des travailleurs.

Force est de constater, que dans ces épisodes navrant les syndicats se sont comportés et se comportent ouvertement et sans honte comme des auxiliaires du DRH , quand ils ne sont pas carrément eux mêmes la direction d'un établissement .

Ce n'est pas la première fois, chez Mécachrome, que nos chers syndicalistes nous la font à l'envers. Il y a déjà quelques années, nous avons fait une grève pour des augmentations de salaire, pour qu'au final au bout de 2 mois et demi de grève le syndicat F.O

Signe les accords NAO sans nous informer de quoi que ce soit, et bien entendu contre nos intérêts, puisque c'étaient les augmentations que proposait la direction, c'est-à-dire pas grand-chose.

Pour pouvoir ensuite fanfaronner à qui voulait l'entendre que « la démocratie avait gagné, contre les dictateurs et démagos » c'est à dire nous autres les ouvriers !

Cela fait déjà très longtemps que nous dénonçons le « syndicalisme institutionnel » dans nos pages, et il est de bon ton de rappeler que « Le syndicalisme est le fruit de la société capitaliste, né dans l'exploitation ambiante qu'engendre le capitalisme » (1) (voir « comité

d'usine n°0 », la phrase est tirée de cette feuille d'info).

Le « syndicalisme institutionnel », qui se drape de la légalité, de l'égalité et de la représentativité, mais la légalité dans le monde du travail et d'ailleurs dans la société en général, ce n'est rien d'autre que les règles du jeu dictées par les classes dominantes, qui eux-mêmes parlent d'état de droit et de république à tue-tête.

Et, contrairement à la propagande étatique, il n'y a pas d'égalité entre les travailleurs et les employeurs, ni en France, ni ailleurs, car si nous étions réellement égaux dans la société, nous pourrions négocier et discuter avec le patronat et la bourgeoisie en général, sans être obligé quasi systématiquement de se mettre en grève et de se bagarrer.

Si nous étions vraiment égaux par la simple discussion, nous pourrions obtenir facilement des améliorations de salaire importantes, de meilleures conditions de travail sans être obligés de hurler.

Mais ce monde n'existe pas, et les intérêts des ouvriers concordent rarement avec ceux des patrons.

Les syndicats, tous les syndicats du monde, ont des droits qui ont été votés par tous les parlements qui existent sur terre, souvent accordés par les gouvernements pour pouvoir maîtriser les colères prolétariennes. Quand ce n'est pas tout simplement des syndicats uniques de l'État, avec une syndicalisation obligatoire.

Cela fait longtemps que ces institutions prétendent prolétariennes sont au service des États et de la gestion de la production des marchandises. Les syndicats sont un rouage essentiel dans la machinerie capitaliste.

Ce sont des organisations importantes dans nos sociétés, et dont la place est reconnue. Leurs positions sont réglementées par la loi et les accords, et leurs chefs aspirent à être au pouvoir, à diriger la société . Les syndicats sont en réalité des organes de la domination capitaliste et ont une mainmise indéboulonnable sur le prolétariat, qui malheureusement pense qu'il est impossible de lutter sans ces bureaucrates.

La tâche principale et la plus difficile pour les travailleurs est de reprendre en main la production et de l'organiser eux-mêmes. Mais le combat pour la conquête du pouvoir sur la production nécessite une élévation importante du niveau de conscience des travailleurs qui leur permettra de reprendre confiance dans leur capacité à gérer par eux même les outils de production.

Il est donc nécessaire de prendre ses distances avec les « syndicats



institutionnels », même ceux se disant « alternatifs », ou qui se réclament aujourd'hui de « l'anarchosyndicalisme » (la CNT SO, par exemple, a des salariés, qui sont eux-mêmes syndiqués à SUD), car ils sont un rouage du système capitaliste, ils participent tous via leurs bureaucraties et permanents respectifs, à la gestion des travailleurs dans la société capitaliste. Ne nous y trompons pas, ces gens-là sont là pour nous renvoyer au boulot, pour que le système fonctionne et que les patrons s'enrichissent.

Alors, comment lutter contre cette situation ? Les idées de la classe dominante règnent globalement sur nos sociétés, et imprègnent nos esprits. Et elles y sont ancrées plus ou moins par la force, par l'éducation de nos parents, de l'école primaire à la FAC, toutes institutions qui préparent les futurs travailleurs, par les religions qu'elles soient chrétiennes, musulmanes ou autres, par la presse, le cinéma, la télé, les jeux vidéo, la musique, la littérature, les drogues...

Le prolétariat, tant qu'il n'aura pas conscience de sa position de classe et de sa force, acceptera comme conditions normales de vie ce qui nous est imposé par le système, et ne pourra pas se révolter et ne pourra pas se battre. Ainsi, un ouvrier adepte des témoins de Jéhovah ou des évangélistes et autres sectes, ne se révoltera jamais, ne fera jamais grève, se soumettra aux humiliations quotidiennes et pensera comme une fatalité implacable que c'est la vie et qu'on n'y peut rien, ne remettra jamais en question la place subalterne que nous occupons dans la société et le rôle qui nous est assigné.

Néanmoins tous les êtres humains sont libres et ont les capacités de remettre en question la situation à laquelle nous faisons face quotidiennement, il suffit d'une prise de conscience généralisée, pour briser le carcan de croyances stupides qui nous fait accepter notre position de dominés, mais pour cela, il faut le vouloir. Quand une grève se déclenche dans une usine, la majorité des ouvriers ne sont pas des militants,

Et ils n'ont souvent aucune idée de comment s'y prendre pour s'organiser, et ils s'en remettent souvent au délégué qu'on connaît bien, qui lui doit savoir et qui ne sait pas toujours. L'une des prises de conscience importantes et pas des moindres, lors d'une grève, c'est que les travailleurs s'organisent en toute indépendance des syndicats de la boîte,

En prenant leurs décisions, pour eux et en discutant à l'assemblée de grévistes, en exigeant une démocratie directe, en évitant qu'un syndicat ou un parti politique vienne nous expliquer la vie.

L'autonomie populaire, c'est la capacité toujours plus affirmée et confirmée des masses à s'auto-organiser, à s'auto-défendre contre les iniquités produites par le capitalisme, à auto-gérer leurs luttes donc leurs propres futurs, à s'auto-représenter et à promouvoir un projet révolutionnaire.

C'est là que réside la clé de la révolution sociale, la résistance quotidienne et multiforme au capitalisme. Mais l'autonomie populaire est quelque chose qui se construit, et ça ne tombera pas du ciel.

Ici c'est notre grève, les travailleurs décident et les syndicats obéissent*

Cet été 2026, les travailleurs des sites espagnols d'Airbus se sont mis en grève, notamment pour leurs salaires, contre la réduction du télétravail, l'obligation de prendre des congés en août et le plan de restructuration BROMO à Défense and Space...

Même si elle n'a pas fait la une des médias ici, on a pu entendre sur France Info : « Cette grève n'est pas une grève comme les autres [...], elle s'étend à d'autres usines [...]. La particularité de ce mouvement, c'est qu'il est né directement des travailleurs, pour la plupart non-syndiqués [...]. Ce mode d'organisation inédit favorise le rapprochement entre les employés des bureaux et ceux des ateliers, longtemps divisés [...]. Une centaine de salariés se sont retrouvés [...] réclamant une assemblée participative ouverte à tous les salariés pour peser sur la négociation salariale.[...] Le télétravail n'était que l'élément déclencheur; la revendication portant plus largement sur le pouvoir d'achat et l'ensemble des droits perdus ».

En effet, pour pouvoir dépasser les divisions syndicales et amplifier le mouvement, les travailleuses et les travailleurs ont créé un comité de grève intersites, élu par leur assemblée générale qui regroupait plusieurs milliers de grévistes (syndiqués et non syndiqués) sur les sites de Madrid et Getafe. Au fil du temps, la grève s'est propagée aux autres sites du pays (San Pablo, Tablada, Albacete, Illescas) et a reçu le

soutien de plusieurs organisations syndicales selon les sites.

Selon nos compagnons de la Confédération Anarchosyndicaliste-AIT (CA-AIT, le nouveau nom de la CNT-AIT d'Espagne), ce qu'ils retiennent du mouvement, c'est la question salariale ; le mouvement de grève était structuré de façon duale, c'est-à-dire que ce mouvement a été porté par les syndicats institutionnels (UGT, CCOO, CGT...), mais aussi par des structures assembléistes en parallèle, qui tenaient à contrôler ce que disent et font les syndicats institutionnels, connus pour être des collaborateurs de la direction Airbus. Ces Comités d'usine ont tenu à faire savoir que les syndicats étaient sous surveillance par les grévistes, avec une banderole où il était inscrit : « Ici c'est notre grève, les travailleurs décident et les syndicats obéissent * ».

Une chose est sûre, c'est que ce mouvement de grève a foutu la trouille au PDG d'Airbus, Guillaume Faury, qui ne voulait surtout pas que ce mouvement de grève s'étende aux autres sites en Europe, notamment à Marignane. Il s'est donc rendu en personne en Espagne pour négocier un accord, dont les propositions ont été rejetées en assemblée générale des grévistes, recueillant un peu plus de la moitié de votes contre.

Des syndicats majoritaires avaient signé des pré-accords avec Airbus, mais les travailleurs les ont rejetés en assemblée, faisant ainsi capoter les accords préliminaires.

Le 25 août, en assemblée, il a été évoqué, dans les fameuses assemblées tenu par les travailleurs (syndiqués probablement et non-syndiqués sûrement), les chantages de la direction envers les

6 Monde du travail

travailleurs (les menaces de la nouvelle DRH de délocaliser une partie de la production et de rompre toute négociation). Les grévistes en assemblée n'ont pas été impressionnés, au contraire ils ont alors décidé de voter la grève illimitée. Puis le 31 toujours en assemblée, ils ont décidé de rejeter l'offre de l'entreprise et de poursuivre la grève. Aux usines de Getafe, Tolède et Séville se sont joint les sites d'Albacete et Cadix. D'après nos infos il y eut semble-t-il sur les sites Airbus de France une volonté de solidarité avec les collègues espagnols, ce qui n'a pas rassuré le patronat et le gouvernement (français).

De ce bras de fer entre la direction et les grévistes tous unis (qu'ils soient non-syndiqués ou membres d'un syndicats institutionnel, alternatif voire « révolutionnaires ») la direction ne s'est pas gêné pour menacer les grévistes. Mais sous la pression de l'unité des grévistes, la direction a commencé à annoncer certains reculs :

- Sur le télétravail, retour à 40 % ,
- Retrait des pénalités sur salaire pour absences maladie ,
- Annulation de la suppression des lignes de bus ,
- Élargissement des horaires d'ouvertures à la cantine ;
- Proposition d'une augmentation des salaires qui reste par ailleurs bien inférieure à ce qui est nécessaire face à l'inflation.

Ces reculs qui sont toujours insuffisants au regard des revendications des grévistes, démontrent tout de même la force de la lutte collective, en évitant de tout déléguer aveuglément aux syndicalistes professionnels.

Dans l'un des communiqués du Comité de grève, les travailleurs en lutte expliquent que les travailleurs de chez Boeing aux USA ont obtenu après une grève de 53 jours +38 % de hausse générale des salaires, soit +43,65 % cumulés ainsi qu'une prime de 12 000 \$. Et cela, alors que la société affichait des résultats négatifs. Si Boeing peut payer alors Airbus qui a enregistré 5,2 milliards d'euros de profits peut encore plus.

Cette situation a fini par forcer l'intervention directe du gouvernement espagnol en septembre. L'État est sorti pour défendre l'intérêt de l'entreprise et de la production militaire qui lui est lié (Airbus produit aussi du militaire, comme l'avion A 400) aux dépens de nos conditions de vie. Ces gouvernements ne sont que des relais des conseils d'administration de ces giga entreprises qui font la pluie et le beau temps dans des régions, voire des pays entiers, sous la menace comme toujours de délocalisations. Ainsi le ministre de l'industrie espagnol Jordi Hereu a dit : « Il faut respecter les délais de livraison et baisser les prix » sous les applaudissements des hauts responsables du Parti Socialiste Espagnol au gouvernement,

ce parti qui est cité en modèle par toute la gauche française du PS à LFI, et avec les habituels syndicats CC OO et UGT (équivalents ici de



traduction : " Ici c'est notre grève, les travailleurs décident et les syndicats obéissent* "

CGT et CFDT). L'État s'est dans le conflit comme médiateur pour un nouvel accord qui devrait être voté par un référendum (à bulletin secret et sans débat) et non dans les Assemblées (en public et après débat entre les premiers concernés, les travailleurs). Autrement dit, en s'interposant entre les deux parties en conflit (patronat contre salariés), il veut mettre un terme à l'action directe (action des travailleurs qui mettent la pression directement sur le patronat), pour la remplacer par et le « dialogue social », au nom d'une « entente » dans laquelle l'Espagne et les travailleurs seraient tous paraître gagnants.

Ce qui signifie, c'est que l'État est le garant de la société capitaliste, et qu'il met en œuvre tout ce qui est, en son pouvoir pour maintenir notre exploitation salariale. Les prolétaires n'ont rien à gagner de ces référendums des gouvernements, qui se retournent toujours contre le prolétariat. Dans ce cas précis, le gouvernement a quasiment confisqué le droit de négociation des travailleurs de la base, au nom de la productivité en faveur de la direction d'Airbus.

Mais cette lutte montre également que la lutte et la solidarité entre travailleurs paie, à condition de ne pas se laisser endormir par les politiciens et syndicalistes professionnels. A bon entendeurs ...



De la visioconférence comme arme étatique pour contrer le mouvement lycéen ... et comment la saboter ?

(le distanciel, une perversion technologique parmi d'autres)

I. Message sur X du Ministre de l'Éducation Nationale

Édouard Geffray on X: Un lycée incendié, des personnels aspergés d'essence, un bilan de blessés qui s'alourdit : les violences commises depuis ce matin aux abords des lycées sont d'une extrême gravité. Elles dépassent largement la seule question de l'École. [...] Ceux qui commettent ces violences doivent être poursuivis et sanctionnés. Chacun doit mesurer la responsabilité de ses paroles et de ses appels à la mobilisation. Notre responsabilité est claire : protéger les élèves et les personnels, et permettre aux enseignements de se poursuivre. J'ai donc demandé que les cours soient assurés à distance lorsque des dégradations ou des blocus empêchent l'accueil des élèves en toute sécurité. Ces décisions seront prises au cas par cas par les chefs d'établissement, en lien avec les autorités académiques. Les préfets seront préalablement informés pour coordonner la sécurisation des abords. La violence ne privera pas nos élèves de leur droit fondamental à l'instruction.

Édouard Geffray@EdouardGeffray ; 12:31 PM Oct 1, 2026 ; 49.9K Views

Ce bref texte n'a pas pour ambition de décortiquer le message du ministre, mais plutôt d'en souligner le recours à la technologie du distanciel, à la visioconférence, pour (apparemment) contrer la mobilisation lycéenne et les blocages physiques.

II. Le distanciel : un échec pédagogique déjà constaté

Dans ce petit extrait d'un article plus fourni[1] plusieurs interlocuteurs soulignent l'échec pédagogique des stratégies d'enseignement reposant exclusivement sur du distanciel, préférant des usages hybrides de ces technologies dans l'enseignement supérieur. Les causes de ce désamour sont multiples. D'abord, un constat d'échec pédagogique. Le tout distanciel rime avec isolement et motivation en berne. En premier cycle universitaire notamment, un minimum de socialisation et d'encadrement sont cruciaux pour éviter le décrochage +, pointe Henri Benoit, vice-président formation initiale à l'université Grenoble-Alpes (UGA) et président de la FIED (Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance). Au niveau post-bac et même jusqu'au master, on est obligés de faire de la discipline +, ajoute Lidija Nikolic, directrice d'IIM, école du digital du pôle universitaire Léonard de Vinci. Même sur le 100% à distance, un minimum d'interactions humaines directes est requis. Nos inscrits doivent venir sur site au moins quatre demi-journées par semaine :

le must pour avoir un rythme régulier et un suivi +, témoigne Amandine Uhmman, tutrice du campus connecté de Millau.

Or le ministre veut transposer l'expérience limite du Covid-19 à une situation de crise politique. Si cette expérience est un échec pédagogique en faculté, elle le sera a fortiori en lycée où les interactions humaines sont encore plus nécessaires (entre autres). Le ministre fait donc fi de l'expérience croisée de la pandémie et de ses suites pour tenter d'annihiler la Fronde lycéenne, fondamentalement politique. Il agit ainsi au mépris des élèves et de leur revendications légitimes,

tendant de les court-circuiter (au nom de leur sécurité).

III. Le distanciel, un pis-aller pervers qui doit poser question à ses acteurs

Technologie unique ou hybridée, le distanciel a besoin d'interlocuteurs de l'Éducation Nationale (EN) pour l'animer, ainsi que de collaboration technique pour la mettre en œuvre. Ceci pose la question de la casse de la grève lycéenne par leurs propres professeurs. Est-ce possible d'un point de vue éthique et pédagogique (sinon syndical) ?

D'un point de vue pédagogique, la réponse a déjà été donnée. D'un point de vue éthique, on voit mal un professeur d'un lycée fermé faire cours aux lycéens connectés qui ne sont pas dans les rues, même s'ils ne sont pas dans les périmètres interdits où la violence extrême de la Préfecture va

s'appliquer à coup sûr. Il y a là une rupture fondamentale de l'égalité d'accès à l'enseignement. Mais l'éthique n'est peut-être pas le point fort de certains professeurs élitistes ou collaborateurs de leur direction sans état d'âme, qui sait ?

IV. Une seule action possible et valable : le sabotage technique

Il est impossible à l'État d'assurer la maintenance du matériel connecté au domicile de chaque enseignant. Aussi vaut-il mieux assurer une panne mineure dans son propre PC (débrancher la fibre par exemple) et refuser ainsi de collaborer à l'ukase ministérielle. Cela peut s'apparenter également à une grève du zèle si la connexion est artificiellement ralentie par l'ouverture de plusieurs applications coûteuses en même temps. Le micro ou la caméra peuvent être défectueux... De multiples failles existent (et les compagnons informaticiens sauront les diffuser). Le tout est d'être consciencieux et de bien saturer le téléphone de l'administration pour demander une aide technique à la visioconférence, ou pour signaler une panne...

Il est par ailleurs assurément inutile de claironner sur les toits qu'on fera grève de la visioconférence. Cela n'alimenterait qu'un fichage et une répression accrue. Il importe ici plutôt d'être malin et d'entrer dans une action de résistance anonyme à long terme : le sabotage, qui n'est valable que

tant qu'il n'est pas explicitement repéré en tant que tel. Voilà la conclusion de cette brève. L'usage de la technique n'est jamais neutre et même une petite avancée comme les applications de visioconférence peuvent être détournées à des fins scélérates, comme c'est le cas aujourd'hui. Aux acteurs d'être malins et de faire échouer sans avoir l'air d'y toucher ce dispositif technique à l'utilisation perversie.

Des profs' solidaires des lycéens

[1] <https://www.letudiant.fr/educpros/enquetes/enseignement-superieur-le-presentiel-reprend-ses-droits.html>

Pour une grève générale écologique

L'été est terminé, mais il nous a donné un petit avant-goût de la détérioration des conditions de vie à laquelle nous devons nous attendre dans les années à venir en raison du changement climatique. Une fois la canicule passée, le sujet va passer « naturellement » à nouveau au second plan dans les médias et nos préoccupations quotidiennes, mais le prochain été arrivera à coup sûr. Je pense que nous ne devons pas attendre et préparer dès maintenant une large campagne, malgré nos petits moyens, pour être en capacité de proposer des choses concrètes en tant qu'organisation anarchosyndicaliste. Voici donc ma proposition pour lancer le débat.

Les canicules, la sécheresse et les feux de forêt sont indéniables. D'année en année, de plus en plus de personnes meurent à cause de la chaleur, le travail devient de plus en plus pénible. Ils empiètent de plus en plus fortement sur notre vie quotidienne et menaceront encore davantage notre existence dans un avenir proche, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et en denrées alimentaires. Et pour un nombre croissant de personnes, cette situation devient de plus en plus insupportable, au point qu'elles doivent envisager de quitter leur lieu de résidence actuel (ce qui fait d'elles, en réalité, des « réfugiés économiques »).

Je propose donc que, dans l'esprit de la tradition anarcho-syndicaliste, nous discussions et promouvions une « grève générale écologique ». Pendant une durée déterminée ou indéterminée, les travailleuses et travailleurs cesseront le travail, les transports seront réduits au strict minimum et, surtout, les pratiques de consommation superflues, telles que les commandes en ligne, seront également réduites au minimum. Cela permettra également aux personnes qui ne participent pas activement au processus de production de s'impliquer. La différence par rapport au « style de vie » écologique « raisonnable » qui est généralement prôné et pratiqué dans notre société réside dans le fait que l'idée de la grève générale écologique ne repose pas sur un moralisme individualiste dont l'efficacité réelle est de toute façon discutable. Des secteurs économiques entiers, des campagnes publicitaires et des courants politiques s'appuient sur ce principe.

Il est indéniable que plus les revenus des personnes sont faibles, moins leur part dans les émissions totales de CO₂ est importante. La grève générale est une affaire collective et sociale et désigne les principaux

responsables de la catastrophe écologique dans laquelle nous nous enfonçons : Ce ne sont pas les consommateurs ou les travailleurs pris individuellement, mais les capitalistes qui en tirent profit.

La stratégie vise avant tout à réduire la surproduction capitaliste et, par là même, la destruction de l'environnement. En d'autres termes, l'objectif principal est de porter un coup à l'économie de croissance.

Un effet secondaire serait sans doute de mettre la pression sur les décideurs politiques, mais ce n'est pas l'objectif premier. Si nous ne produisons pas et ne transportons pas, les émissions de CO₂ diminuent automatiquement. Même sans mesures politiques ni lois.

Même lorsqu'une grève générale n'est pas vraiment couronnée de succès, elle a pour effet essentiel d'amener les gens à réfléchir et à discuter du travail superflu, de la consommation et de la destruction de l'environnement, ainsi que de l'organisation future possible de la production, de la distribution et de la consommation.

Il est clair que ce n'est pas la CNT-AIT qui peut organiser une grève générale. Il s'agit avant tout de diffuser cette idée. L'expérience montre que les idées des anarchistes sont souvent reprises par d'autres groupes, qui les présentent comme les leurs, mais qui contribuent ainsi les diffuser plus largement.

Ce n'est pas de notre faute si la situation est telle qu'elle est, mais nous pouvons la changer. Et ce sera notre responsabilité si nous n'essayons pas de faire ce qui est à notre portée.

Le Grand Incendie ou la Révolution nécessaire

Dans cet article, nous développerons, au-delà de l'actualité, les perspectives liées au réchauffement climatique et à ses conséquences immédiates, ceci en termes pratiques à plus long terme, en essayant de dépasser l'effarement pour considérer les origines de la catastrophe. Si nous évoquerons en deuxième lieu l'incapacité chronique de l'État à anticiper et combattre le Feu, puis enfin la nécessité d'une Révolution sociale pour le contrecarrer, nous commencerons ici par un rappel historique et psychanalytique des forces à l'œuvre dans ce rapport de l'Humanité avec le Feu.

- Tremblement de terre de Lisbonne et Grand Incendie de Londres

Historiquement, nous pouvons citer deux événements phares et illustratifs, deux catastrophes humaines typiques et différentes. Le tremblement de terre de Lisbonne (1755) suivi d'un incendie généralisé possède une cause réellement naturelle (le séisme proprement dit), alors que le Grand Incendie de Londres (1666) trouve ses causes dans un feu de boulangerie se propageant à la ville entière. Actuellement, nous sommes dans le deuxième cas, au contraire des affirmations fatalistes de certains.

- Conséquences immédiates : les dégâts pour l'Humanité

1. Un constat : l'Europe (et la Terre) brûlent.

a. De la catastrophe improprement dite "naturelle"

Les dégâts pour l'Humanité sont, si l'on veut râbler le propos, une

transformation de la Nature en désert et une destruction des infrastructures humaines. Le double enjeu est donc celui de la reforestation et celui de la reconstruction, répondant à la question : que faire de ce nouveau désert ? L'Homme peut y voir deux enjeux, celui de la Vie durable à reconstituer, ou celui plus immédiat et contestable d'un marché de la Reconstruction, le Capitalisme se nourrissant d'une dynamique de destruction-reconstruction, par exemple dans la Guerre. Ici, d'ailleurs, c'est d'une guerre à la Nature qu'il s'agit.

b. les causes : l'action humaine et le réchauffement climatique

- l'Homme maître et possesseur de la Nature : un destin biblique contrarié

Deux sources philosophiques président au mythe de la domination de la Nature par l'Homme. La première réside dans un passage de la Genèse (Gn 1, 26-28):

"Créons l'homme à notre image, à notre ressemblance, et qu'il domine sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, les bestiaux, toutes les bêtes sauvages et toutes les bestioles qui rampent sur la terre. Dieu créa l'homme et la femme à son image, les bénit et leur dit : "Soyez féconds, multipliez-vous, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la terre, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre""

Le deuxième élément du mythe est plus récent, et se trouve dans le Discours de la Méthode de René Descartes (1637, Tome I, partie 6) :

"Mais, sitôt que j'ai eu acquis quelques notions générales touchant la physique, [...] j'ai cru que je ne pouvois les tenir cachées sans pécher grandement contre la loi qui nous oblige à procurer autant qu'il est en nous le bien général de tous les hommes : car elles m'ont fait voir qu'il est possible de parvenir à des connaissances qui soient fort utiles à la vie ; et qu'au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieus, et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature."

Il nous a paru nécessaire de citer ces passages fondateurs d'une pensée à la fois moderne et archaïque présidant à une destinée humaine d'exploitation de la Nature. Cette destinée est aujourd'hui contrariée par les faits : la survie humaine passe par une logique de non-soumission de la Nature à l'Homme.

- la "pyromanie" : soldats du Feu contre soldats au Feu ou le "complexe d'Empédocle"

La planète est en feu. Force est de considérer que l'Homme est responsable-du et fasciné-par le Feu, contrairement à ses prétentions apparentes. Gaston Bachelard a appelé "complexe d'Empédocle" cette racine de la psyché humaine. (Psychanalyse du feu - chapitre II, partie 2 - page 39)

"Cette rêverie très spéciale et pourtant très générale détermine un

véritable complexe où s'unissent l'amour et le respect du feu, l'instinct de vivre et l'instinct de mourir. Pour être rapide, on pourrait l'appeler le complexe d'Empédocle."

Et cette pulsion est reliée à la Mort (ibidem page 41) :

"l'amour, la mort et le feu sont unis dans un même instant. Par son sacrifice dans le cœur de la flamme, l'éphémère nous donne une leçon d'éternité. La mort totale et sans trace est une garantie que nous partons tout entiers dans l'au-delà."

Force est de constater ici que le Feu de la Guerre est aussi une fin humaine en soi, une pulsion d'auto-anéantissement "purificatrice" contrecarrant l'autre activité humaine de lutte contre la destruction ignée.

2. Deuxième constat : les États sont incapables de prévenir et de contrecarrer l'Incendie

a. les faits : la faillite étatique

- faillite en termes de prévention

Les individus ont confiance (dans une certaine limite, et celle-ci est une fabrication sociale) dans le mythe de l'État-protecteur des populations. De fait, et on le verra infra, ce mythe de la sollicitude ou de l'incarnation de la solidarité républicaine par l'État connaît une véritable limite quand l'aménagement du territoire répond à des logiques de non-protection de la Nature. On parvient à un moment-pivot où la protection des populations achoppe sur la dynamique de "gestion" de l'espace par L'État et la propriété privée.

- faillite en termes de lutte

On peut revenir un petit temps sur la faillite de l'État en termes de lutte à court terme contre les incendies. La logique de l'État-gendarme actuel est de réduire tous les éléments solidaristes (qualifiés d' "anciens") de la Politique publique. Le manque de moyens alloués à la Sécurité Civile s'inscrit dans la dynamique de réduction des moyens alloués à la Vie (écoles, hôpitaux, etc), au profit de l'acquisition de biens et services alloués au Feu et à la Mort (Police, armée, armement, etc). Contrairement au mythe républicain d'un État nourricier, la dynamique étatique est plus que jamais morbide.

b. les causes de la faillite : l'essence de l'État est inflammable

- la défense et protection du Capitalisme exploiteur et extractiviste

S'il ne s'efface pas derrière le Capitalisme et possède sa dynamique propre, L'État reste le bras armé et protecteur de ce type de société où l'accumulation de biens et services préside à tout. L'organisation actuelle exploite les hommes et extrait les ressources de la planète d'un même mouvement. Ceci au profit d'une oligarchie de brigands de grands chemins. La confusion est plus que jamais réelle entre les "élites" servant l'État et les "élites" servant le Capital. Ceci est un phénomène qui n'est certes pas nouveau mais prend une dimension d'une particulière ampleur actuellement, avec une sorte d' "OPA permanente" d'oligopoles privés sur les États.

- un temps du Pouvoir différent du Temps naturel

Pour ce qui est de l'Europe, on doit constater que le temps des États et le temps des hommes sont différents. Le temps politique est le plus souvent asservi mécaniquement par le temps électoral dans les pseudo-démocraties (ou "démocraties"). L'oligarchie est en effet en proie à des luttes intestines et concurrentielles de différentes coteries pour gagner le Pouvoir et soigner leur clientèle. L'horizon temporel n'est donc pas celui du long terme et de la protection civile au sens large, mais plutôt une perspective étriquée et pauvre, confiscatoire des véritables enjeux de la Politique pour la Cité, au profit de rivalités entre "hommes providentiels et omniscients" qui jouent avec le Feu.

3. Troisième constat : la nécessité révolutionnaire se fait jour face à la cécité étatique

a. un système non réformable, intrinsèquement aveugle

- la cécité pseudo-démocratique

Les coteries qui se disputent le Pouvoir dans les pseudo-démocraties sont totalement aveugles aux enjeux à l'œuvre pour la pérennité de la Cité. Cet aveuglement est lié à la lumière du Pouvoir dans la cave, quand la question moderne du Bonheur humain réside à l'extérieur de ce jeu infantile. Cette cécité s'oppose à la nécessité. Elle fait de plus courir un risque mortel à ce régime car un concurrent redoutable, faisant feu de tout bois sur la désillusion démocratique, s'apprête à prendre le Pouvoir, le fascisme.

- la perspective fasciste, ou l'apothéose du Feu

Les fascistes ont une vénération pour le Feu et pour la Mort ("Vive la Mort" est d'ailleurs un de leurs slogans). Quand les coteries clientélistes soi-disant démocrates persévèrent à berner la société désillusionnée, ils se tiennent en embuscade, sous des oripeaux plus ou moins démocratiques et avouables. Dans la lumière du spectacle, ils auraient fait leur mue, et dans l'ombre ils fourbissent leur projet d'anéantissement de la Liberté déjà si restreinte. Une autre caractéristique du fascisme est son aspect martial et sa fascination pour la Guerre, pour le Feu de la Guerre. La martialisation du discours politique actuel, en particulier présidentiel, fait en ce sens fausse route

en préparant la société à des sacrifices à venir, quand un concurrent bien plus redoutable en la matière, le fascisme, est à la porte.

b. quelle Révolution, quel contre-feu ?

- une Révolution démographique silencieuse ?

Alors, que faire ? À la vieille question de Tchernychevski (1863), la société tentera d'apporter elle-même des réponses, ou des débuts de réponse. Contrairement au reflet médiatique projeté par la Société du Spectacle, il est presque certain que la baisse de la natalité est une réponse démographique à l'absence de propositions de la pseudo-démocratie quant à un avenir durable. La seule alternative pour contrecarrer cette baisse démographique historique est de donner du travail aux chômeurs pour qu'ils cotisent, ou de faire appel à une main d'œuvre immigrée pour la même raison. En ce sens la démographie est révolutionnaire, mais à bas bruit.

- une Révolution autogestionnaire et anarchiste, en contre-feu

Pour autant, et même si la Politique assimilée à un sport fait florès, des forces existent et s'organisent a contrario, sans espoir dans les urnes. Le taux d'abstention est une maladie mortelle des pseudo-démocraties, et force est de constater que le parti des abstentionnistes est le premier de France. Reste à s'organiser pour faire perdurer la société en dehors de la fascination pour les honneurs et l'hubris politique propres à l'État. Les anarchistes, avec leur vieille méfiance contre l'accaparement plus ou moins permanent du Pouvoir, restent les seuls à définir clairement les enjeux, en proposant un projet d'organisation sociale confédérale et autogérée.

En conclusion, rappelons ici que le Capitalisme et l'Étatisme sont liés tous les deux à l'assouvissement d'une pulsion de mort, en particulier par le Feu. La Guerre est ici un des moyens primordiaux utilisés par ce duo infernal pour soumettre la société. En cela, les coteries en concurrence pour le Pouvoir dans les pseudo-démocraties s'exposent aveuglement au péril mortel de la camarilla fasciste en embuscade, ce qui soumettrait la société à un sort bien plus funeste. Cependant, tout espoir n'est pas perdu quand il existe des ressorts dans la société qui veulent s'auto-organiser, conscients de l'échec des États à éteindre le Grand Incendie, et pourquoi pas par une Révolution durable ?

CNT-AIT du Gers

Solidarité internationale et intergénérationnelle

Jeunes d'ici, des campagnes et des bourgs de l'Allier, jeunes d'ailleurs, des banlieues bétonnées aux pays en guerre, votre colère est légitime, votre horizon ne doit pas être leur prison. Aujourd'hui, le capitalisme et l'État vous assignent une place bien précise : celle de variables d'ajustement. D'un côté, on vous condamne à la précarité institutionnalisée, aux jobs d'étudiants sous-payés, au chômage de masse et au service national universel militariste. De l'autre, on réprime vos aspirations à un monde respirable, juste et libre. Que ce soit par la matraque dans les rues de nos métropoles ou par les frontières meurtrières dressées contre celles et ceux qui fuient la misère et les bombes, le pouvoir n'offre à la jeunesse que l'obéissance ou le sacrifice. La CNT-AIT 03, fidèle aux principes de l'anarchosyndicalisme et du communisme libertaire, refuse de vous voir plier l'échine. Nous ne croyons ni aux promesses des politiciens, ni aux réformes de façade qui ne servent qu'à pérenniser l'exploitation. Pour nous, la jeunesse n'est pas une simple catégorie d'âge à encadrer, mais le moteur

vivant de la révolte et de la transformation sociale. Votre refus du vieux monde est notre force commune. Face au nationalisme délétère et aux divisions que les puissants tentent d'instaurer pour nous affaiblir, nous opposons l'internationalisme et l'action directe. Un jeune ouvrier agricole de l'Allier, un étudiant précarisé de Montluçon ou de Moulins, et un jeune travailleur sans-papiers partageant la même rage de vivre ont les mêmes ennemis : le patron, le flic et le bureaucrate. Nous appelons la jeunesse à s'organiser elle-même, en dehors des partis et des syndicats réformistes cogestionnaires. C'est par l'auto-organisation, les assemblées générales souveraines et la solidarité de classe que nous détruirons ce système mortifère. Ne les laissez pas voler votre avenir. Reprenez le contrôle de vos vies, sabotez leur ordre moral et marchand ! De l'Allier jusqu'aux confins du monde, contre le capital, l'État et toutes les frontières : Vive l'Anarchie ! Syndicat d'action directe, autogestionnaire, sans chefs, sans permanents et sans argent de l'état que nous combattons !

Les canicules se succèdent ... Comme les forêts en France nos hôpitaux publics sont brûlants ! Il est temps de réagir ! Auto-organisons nous pour faire entendre notre voix !

Le parallèle de la situation des hôpitaux avec celle des pompiers et des feux de forêt est criante ! À l'hôpital aussi il y a le feu et malgré le courage et l'abnégation de toutes et tous, nous ne sommes pas loin du point de rupture. On manque beaucoup de tout ... et surtout du personnel qualifié, sur des postes statutaires, avec des salaires dignes.

Gouverner c'est prévoir paraît-il. Depuis la canicule de 2003, on ne peut pas dire que l'État n'était pas prévenu. Qu'est-ce qu'ont fait les gouvernements successifs ces 25 dernières années (un quart de siècle !) ??? Malgré les crises sanitaires à répétition, ils ont fermé des lits à tour de bras et bradé le système de santé public pour satisfaire des logiques budgétaires ! Pourtant le gouvernement sait prévoir pour ce qu'il estime prioritaire : la loi de programmation militaire 2024-2030 c'est 413 milliards de plus pour l'armée et la guerre ! L'État aurait pu acheter quelques dizaines de milliers de climatiseurs même avec seulement 1% de ce budget, qui auraient permis d'équiper toutes les structures. Au lieu de cela, on rationne les climatiseurs, comme par exemple, en gériatrie, les climatiseurs nous sont donnés au compte-goutte et en fonction de l'état du patient. Quelle honte !

Les déficits chroniques des hôpitaux sont le résultat d'un sous-financement chronique et volontaire de l'État. Cela permet de faire passer la pilule de l'Augmentation des coûts pour les patients, avec l'alourdissement des forfaits hospitaliers et des participations financières demandées aux malades.

Et pendant ce temps que font les syndicats ? Ils réclament

des glucomètres, des couvertures de survie et des tubulures supplémentaires. Ils font le boulot de la logistique et des cadres. Ils ont leur part de responsabilité dans la situation par leur rôle d'auxiliaires de la gestion de la misère, il est évident qu'on ne peut pas compter sur eux. Par rapport à cet état de fait que nous constatons tous, soit nous nous résignons et nous subissons, soit nous choisissons la voie de l'organisation et de la résistance collective. Il n'y a pas besoin d'attendre les prochaines élections, nous savons ce que valent les promesses des femmes ou des hommes politiques : rien du tout. Quelle que soit leur couleur politique, du brun au rouge, les politiciens nous demandent tous de faire des efforts, de nous adapter, de serrer les dents, alors que eux piquent dans la caisse, vivent confortablement et n'assument pas les conséquences de leurs politiques, nous laissant à nous, les travailleuses et les travailleurs, la responsabilité de faire tourner un système qui ne tourne plus rond. La crise de l'hôpital public est la preuve directe de l'échec du système capitaliste, qui traite la santé et les humains comme des marchandises.

Nous sommes en colère froide contre un système qui nous maltraite, qui ne respecte ni notre dignité, ni celle des patients. Il faut que cela change, nous appelons toutes et tous les collègues à réagir collectivement. Avec la CNT-AIT, organisons-nous, défendons-nous nous-mêmes en assemblées d'actions, avec des collectifs auto-gérés.... Établissons nos plateformes Revendicatives pour faire entendre nos voix ! Notre dignité ne se négocie pas !

Pour nous contacter : sante@cnt-ait.info

PAS DE PANIQUE !

L'étagère, le gouvernement gère, tous les gouvernements gèrent, la situation est sous contrôle (entendu toute la journée sur France-info-X), "l'activité humaine" (l'industrie) n'est pas responsable des événements climatiques mondiaux actuels, la faute seulement à quelques satanés pyromanes, nous devons féliciter nos gouvernants, tous nos gouvernants, toute la classe politique, leur technocrates et tous leurs complices (ouille ! ça fait du monde là) maintenant, nous devons être résilients, nous adapter, nous soumettre à :

La canicule, qui est devenue "normale de saison", la sécheresse, aux incendies démoniaques et mondiaux, aux cellules orageuses, pluies de boules de pétanque (grêlons), tornades, inondations, inhalations d'air et de fumées toxiques, polluants éternels (PFAS), microplastiques, radioactivité omniprésente, déforestation, la banquise qui ... Ah bé non y' en a plus, l'eau contaminée, les nappes phréatiques contaminées, l'air contaminé, la bouffe contaminée, nos maisons qui crament, nos poumons qui crament, nos animaux qui crament, nos forêts qui crament, la faune qui crame, la flore qui crame, nos amis et nos familles qui crèvent du cancer, la dépression collective chronique, les cachetons qui vont avec, les bullshits jobs, la coupe du monde, les immigrants (climatiques) du Cap Ferret et du

Bassin d'Arcachon (mais que font les gardes frontières, A la baille bordel !!) tout va bien !

C'est l'été le plus froid des décennies à venir, nousq avons encore notre pain et nos jeux, nos beaux héros de la balle ou du bicycle qui brillent avec leurs beaux millions (jaloux !).

Soyons heureux et confiants ! ils gèrent, ils ont toujours gérés, ils sont grands, grands, nous sommes petits, ne sommes rien, ils sont tout, AMEN.

Et que le meilleur gagne, nous sommes formatés à tout oublier d'ici quelques semaines, ou bien peut-être que non ...

CE N'EST PAS PARCE QUE LES CHOSES SONT DIFFICILES QUE NOUS N'OSONS PAS, C'EST PARCE QUE NOUS N'OSONS PAS QU'ELLES SONT DIFFICILES. (SÉNÈQUE)

PS 1 : TOTAL engrange 11,2 milliards de dollars de bénéfice en six mois, sur fond de guerre au Moyen-Orient (Le Monde – 23/07/26)

PS 2 : Clôture de Paris : le CAC 40 en hausse pour terminer la semaine (Source : Boursier.com – 24/07/26) Marché de Montaignu-de-Quercy, Turn-et-Garonne, samedi 25 Juillet 2026

Marxisme et Anarchisme

Pour qu'une révolution soit achevée, c'est-à-dire pour que, par exemple, une société communiste authentique succède à une société capitaliste, il faut que les auteurs, anarchistes ou marxistes, conviennent que, d'une part, les structures de domination de la société capitaliste (propriété privée, exploitation de l'homme par l'homme, division en classes etc) ont été abolies, et d'autre part que les mentalités, la morale, les comportements sont transformés, en bref que la population fasse sienne ces comportements, cette morale, ces manières d'être et d'agir.

Si l'abolition des structures de domination peut se faire rapidement, la transformation des mentalités nécessite à l'évidence beaucoup plus de temps. Ce n'est que lorsque ces deux phases seront complètement achevées que la Révolution pourra être dite victorieuse : alors seulement la population pourra vivre dans des communautés autogérées, sans État et sans exploitation de l'Homme par l'Homme.

Pour les anarchistes, la transformation des comportements et des mentalités, la diffusion des valeurs et comportements anarchistes, doivent nécessairement précéder la phase révolutionnaire proprement dite. Ce n'est qu'à partir du moment où une grande partie de la population est acquise à ces idéaux, quand la volonté et le désir de construire une société communiste libertaire est largement partagée dans la population que la révolution sociale devient possible.

Toutes les révolutions anarchistes qui ont eu lieu dans l'Histoire sont survenues en réaction à des événements subis (guerres, invasions ...). Par exemple, en 1936 en Espagne, c'est pour s'opposer au coup d'État militaire que les anarchistes de la CNT-AIT ont attaqué les casernes et c'est par ce que les idées anarchistes n'étaient pas suffisamment majoritaires dans la population que les "leaders" anarchistes, réunis quelques jours après le 19 juillet 1936, ont refusé de proclamer le communisme libertaire en Catalogne, malgré qu'ils soient en position de force ; par ce que pour reprendre les mots de Federica Montseny, il était impensable que des anarchistes imposent une dictature, même placée sous les auspices du Communisme Libertaire.

À l'inverse, nombre de villages, par exemple en Aragon, dans le Levant, etc, dont les populations étaient très largement acquises aux idées anarchistes, ont proclamé le Communisme Libertaire, ont entre autres choses aboli la propriété privée et le salariat, et seules les interventions de forces armées hostiles ont mis un terme à leurs expériences.

Pour Marx, à l'inverse des anarchistes, une révolution doit nécessairement commencer par la prise du pouvoir politique.

Le parti communiste, qui regroupe(r) les travailleurs les plus conscients, doit impérativement s'emparer d'abord du pouvoir politique et prendre ainsi le contrôle de l'appareil d'État. Peu importe, d'ailleurs, le moyen employé, élections, coup d'État ou révolution populaire ; l'essentiel est, une fois que le pouvoir est conquis, de ne pas le lâcher, d'où la nécessité de la phase que Engels avec l'assentiment de Marx a nommé "dictature du prolétariat" (1).

Après avoir aboli les structures de la société capitaliste, l'État entreprend la rééducation des anciennes couches sociales dominantes et l'éducation du peuple pour leur inculquer la culture, la morale, la philosophie de la nouvelle société communiste. Depuis la mort de Marx en 1883, dans de nombreux pays, des partis communistes se sont emparés du pouvoir étatique et ils ont dans ces pays, parfois pendant des périodes très longues, mis en œuvre les principes économiques et politiques marxistes.

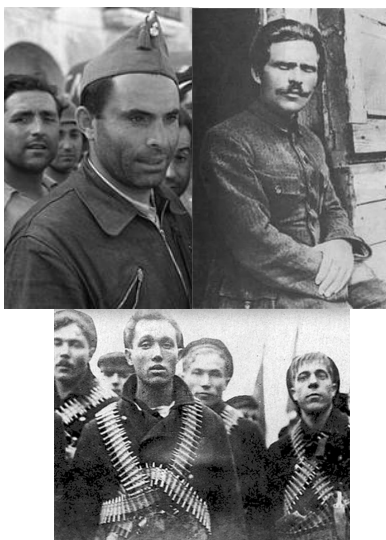
La plupart de ces expériences se sont terminées par un retour à un capitalisme débridé et nulle part les populations concernées n'ont cherché à défendre le régime socialiste ; elles ont au contraire accueilli le retour au capitalisme avec soulagement (ce qui est un comble). Aujourd'hui, les quelques

régimes inspirés par la doctrine marxiste subsistants sont des dictatures qui n'ont pas grand-chose à envier aux régimes fascistes d'extrême-droite. À l'évidence, la solution marxiste qui fait de l'État l'éducateur et l'émancipateur des peuples ne marche pas : nulle part des populations émancipées, désireuses de vivre dans des collectivités autogérées libérées de la dictature de la marchandise ne sont apparues malgré des dizaines d'années de dictature du prolétariat.

Et c'est bien, entre autres raisons, parce que la voie marxiste de l'émancipation par la conquête du pouvoir politique est un leurre tragique, qui n'a au final produit dans les classes exploitées que du découragement, et

décrédibilisé gravement tout projet de transformation révolutionnaire de la société, que nous anarchistes refusons absolument de participer au jeu électoral. Non seulement parce que les améliorations obtenues suite à des victoires électorales sont toujours microscopiques, éphémères et illusoire mais aussi parce que participer aux élections, c'est entretenir l'illusion parmi les exploités que l'émancipation pourrait être le résultat d'un simple dépôt de bulletin dans une urne.

Depuis plus d'un siècle, la promesse marxiste d'un changement facile de société, par les urnes ou « conséquence logique et obligatoire » des contradictions du système économique, a séduit l'immense majorité de tous ceux qui ne supportent plus la violence, les injustices du capitalisme. L'extraordinaire passivité des exploités qui assistent totalement amorphes à la ruine de la planète (désastres



écologiques, guerres, etc), conséquence directe des aberrations du capitalisme, est aussi le résultat de la domination incontestée de l'idéologie marxiste et de l'électorisme sur les populations.

Nous restons, quant à nous, fidèles à la devise de l'internationale, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même », et nous sommes convaincus qu'elle ne sera jamais l'œuvre d'un parti politique ou d'un État, même ouvrier. Si un jour, une révolution sociale authentique devait avoir lieu, elle n'advientra que par ce qu'une fraction importante de la population aura été convaincue qu'il est possible de construire une société communiste libertaire, que cet objectif lui semblera désirable et que ça vaudra la peine de lutter pour lui. Mais auparavant, il aura fallu l'engagement constant de militants qui, pendant des années, auront semé les idées anarchistes dans la population.

Si le 19 juillet 1936, les foules de Catalogne, d'Aragon etc ont pu mettre en déroute les troupes militaires insurgées, c'est parce que depuis des décennies, des militants pleins de vaillance avaient semé dans la population un désir de révolte et d'anarchie, parce que ces foules savaient qu'en abattant les murs des casernes, elles construisaient un monde nouveau et que ça valait la peine de risquer la mort pour cette cause.

« Il nous aurait fallu 20 ou 30 ans de plus, 20 ou 30 ans pour gagner aux idées anarchistes encore plus de personnes, la Révolution est arrivée trop tôt, nous n'étions pas prêts » me disait un vieil anarchiste espagnol exilé, militant cénétiste

depuis son plus jeune âge et qui, malgré la défaite, malgré l'exil, malgré la vieillesse, continuait envers et contre tous à diffuser les idées anarcho-syndicalistes. Aucun anarchiste n'a jamais dit que la Révolution serait une tâche facile et qu'elle adviendrait un soir de scrutin comme par magie. Les Hommes sont maîtres de leur destin, il n'existe dans le ciel aucune loi qui fait du communisme la fin de l'Histoire. Seule, l'action concertée et consciente des Humains pourra mettre un terme au capitalisme. L'émancipation de l'Humanité sera l'œuvre des Humains.

(1)- Théorisée, mise en place et développée sans pitié par Lénine : "Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie." Lénine, L'État et la Révolution - 1917.

A propos du bourrage de crâne pour me faire voter LFI ...

En ce moment, les algorithmes des réseaux sociaux me proposent en permanence des messages pro-LFI sur la nécessité de voter pour eux aux prochaines élections. Ces messages sont souvent des mises en garde sur le fait que, si je m'abstiens, je serai complice de l'élection du RN. Je suis en effet un abstentionniste actif. Je rejette les partis politiques traditionnels autant que je rejette les religions.

Pour moi, le totem de l'élection n'est pas différent des totems religieux. Les deux nuisent à l'émancipation de ma pensée. Je n'empêche personne d'aller voter, si cela la ou le rassure, mais me rendre responsable d'une possible défaite de LFI, parce que je refuse de choisir entre la peste et le choléra, est me donner une importance que je n'ai pas.

Un autoritarisme, qu'il soit de droite, de l'extrême droite, de gauche ou de l'extrême gauche, ne change rien au fait que ça reste de l'autoritarisme. Il en va de même pour le communautarisme. Il n'existe pas de communautarisme vertueux.

Durant plus de cent cinquante ans, la pensée anarchiste a été chassée, emprisonnée et assassinée par les partis politiques de tout bord. Je ne vois donc pas comment je pourrais faire, aujourd'hui, abstraction de cette cavalcade mortifère envers ceux qui ne rêvent que d'émancipation.

Il est plus facile pour les partis politiques de se trouver des responsables que de se remettre en question sur leurs choix et leurs pratiques du pouvoir. Je ne fais aucune différence entre les élu(e)s. Pas un seul ne remet en question sa position d'élite vis-à-vis de ceux qui les mettent au pouvoir. Toutes et tous portent, sur le dos, des fringues qui coûtent plus

cher que ce qu'il reste à la majorité des électeurs pour manger chaque mois. Les élections sont une guerre d'élites pour acquérir des privilèges que ceux qui se déplacent aux urnes n'auront jamais, en leur laissant miroiter que tous ne pensent qu'à améliorer leur condition de vie. Foutaise !!!

Donc, non, je ne participerai pas aux élections sous prétexte qu'il faut faire barrage à tel ou tel parti politique. Quand on voit le résultat des deux dernières élections présidentielles qui ont été faites dans ce sens, je ne comprends pas que les électeurs et les électrices croient encore au totem de l'élection. J'assume pleinement ma position d'abstentionniste actif. Je réfute les accusations gratuites de ceux qui veulent m'imposer cet ultimatum. Quant aux pseudo-anarchistes qui relayent ces posts accusateurs, je leur conseille de revoir leurs positions soi-disant anarchistes.

Je ne suis ni de droite, ni d'extrême droite, ni de gauche ou d'extrême gauche. Je suis juste anarcho-syndicaliste, et j'entends bien être cohérent avec mes principes.



J.L. Mélenchon et S. Dassault

À propos du livre « Guerre d'Espagne, la démocratie assassinée » par F Godicheau, P Salmon, M Yusta

L'Espagne, encore et toujours l'Espagne ! Pour certains la coupe est pleine et il serait grand temps de passer à autre chose : ces histoires ont 90 ans d'âge et ne sont plus de saison.

Pourtant la littérature sur le sujet, déjà pléthorique continue à s'accroître au fil des années, historiens, universitaires, chercheurs, militants ne cessent de publier. Pour nous anarchistes et anarchosyndicalistes, cette période est bien autre chose qu'un simple objet d'études, cette tentative révolutionnaire est constitutive de notre ADN, les femmes et les hommes qui ont mené ce combat, à défaut d'être nos grands parents biologiques, restent les aînés que nous nous sommes choisis. C'est pourquoi il semble important de prêter attention aux ouvrages qui traitent de la question, non pas en tant que gardien d'un cimetière sacré, mais bien plutôt comme des héritiers soucieux de leur héritage et de l'usage qui en est fait.

Paru en 2026 le livre de François Godicheau, Pierre Salmon et Mercedes Yusta ne manque pas d'ambition : dès l'introduction, le ton est donné, il s'agit de déconstruire, de démythifier les différents narratifs, les divers récits que les protagonistes ont élaboré au fil du temps, mais aussi de ne pas s'enfermer dans des recherches stériles sur la culpabilité de tel ou tel acteur dans la défaite du camp républicain. Bref il est question de prendre de la hauteur et de s'y tenir. Universitaires, historiens et historiennes chevronnés, nos trois auteurs ont une connaissance approfondie de la période, mais on nous permettra quand même, d'une part d'être en désaccord avec eux sur un certain nombre de points, d'autre part nous nous interrogerons sur le fait de savoir si les ambitieux projets de déconstruction ont été atteints.

Le premier « mythe » auquel s'attaquent nos historiens, c'est à la prétendue exceptionnalité espagnole ; l'Espagne occuperait une place marginale en Europe et souffrirait d'arriération. Malgré de fortes disparités régionales, mais pas plus marquées que dans d'autres états, l'Espagne est tout à fait comparable à d'autres pays européens de ces années-là. (On pourrait objecter qu'il y a bien une spécificité espagnole : c'est la présence sur son sol d'un mouvement libertaire très puissant...).

Le concept « d'échec de la république » fait aussi bondir nos déconstructeurs qui penchent eux bien plus pour un assassinat, un meurtre prémédité de longue date par les forces réactionnaires, dont le coup d'état de juillet 36 n'est que l'acte final : depuis 1931 un processus de fascisation est bien à l'œuvre comme dans d'autres pays européens.

Ce que contestent aussi nos historiens c'est la vision réductrice de l'affrontement entre deux blocs homogènes, alors qu'on assiste des deux côtés à la formation d'un agrégat de forces disparates.

Côté réactionnaire, monarchistes (carlistes et leurs adversaires les

tenants d'Alphonse XIII), phalangistes (plutôt mussoliniens) et ultra catholiques parviennent malgré leurs différences à s'unir autour de thèmes centraux de leur propagande, à savoir la nécessaire régénération de la nation, la reconquête de l'Espagne face aux « rouges », à l'ennemi intérieur qu'il faudra un jour ou l'autre anéantir définitivement. C'est à l'armée (force essentielle de cette coalition) qu'incombera cette mission, une armée frustrée, animée d'un esprit de revanche et qui a accumulé les défaites (perte de Cuba en 1898, revers importants au Maroc au cours de la guerre du Rif, 1907-1927). Elle importera en métropole ses méthodes de guerre coloniale à visées exterminatrices.

L'hétérogénéité du camp républicain est encore plus nettement marquée, l'unité va se faire autour de l'antifascisme qui permet à l'état républicain de se reconstituer progressivement, alors que la révolution sociale déclenchée par la résistance au coup d'état l'avait tout simplement mis hors-jeu. Le choix malheureux des « comités directeurs » de la CNT et de la FAI, de sacrifier la révolution à la guerre, va s'avérer lourd de conséquence avec la montée en puissance du parti communiste, considérablement appuyé par l'URSS.

Il n'y a donc pas une guerre, mais des guerres d'Espagne (idéologiques, politiques, sociales, militaires) affirment nos auteurs qui soulignent par ailleurs que la guerre ne prend pas fin en 39 mais qu'elle



va continuer encore pendant des décennies contre les ennemis du régime. Tous ceux qui n'ont pu fuir et qui ont échappé à la mort ou à la prison vont être discriminés, humiliés, persécutés quotidiennement. « Ils en viendront à envier les morts » promettait l'un des idéologues franquistes. Exit donc le mythe de la « paix retrouvée » (120000 fusillés

entre 36 et 39, 150000 entre 39 et 45), thématique centrale de la propagande franquiste.

Mais après la mort de Franco en 75, la « transition démocratique » renverra dos à dos les deux camps coupable chacun de violences excessives, c'est la thèse largement admise et diffusée de la culpabilité partagée, ce que certains historiens ont appelé le « pacte de silence ».

Si globalement, l'œuvre de démythification fonctionne, une relecture plus critique décèle quand même un certain nombre de points, de détail certes (mais on sait que « le diable se cache dans les détails ») qui sont de nature à heurter des sensibilités libertaires. voire qui contreviennent totalement aux analyses anarchistes de la situation.

Le sous-titre de l'ouvrage, a à lui seul quelque chose d'irritant (la démocratie assassinée) et annonce déjà la direction que va emprunter la réflexion. Pour nous anarchistes, anarchosyndicalistes, que la démocratie trépasse de mort violente ne nous attriste pas foncièrement, par contre que la révolution sociale ait été écrasée, entre autres par les stalinien, nous révolte profondément. Rappelons en outre que la république avant d'être assassinée, n'a pas hésité à massacrer à diverses reprises la population ouvrière insurgée en 1933 et dans les Asturies en 1934 (3000 morts, des milliers de blessés, 30000 arrestations et c'est

déjà un certain Franco qui était à la manœuvre)

Autre « détail choquant » : la photo de couverture représente le bataillon « Lénine » à Madrid, l'iconographie très riche sur le sujet ne permettait-elle pas un autre choix qui eut été moins clivant ?

Au fil des pages on tombe aussi sur des assertions contestables. Ainsi, p 166, les armes « distribuées » (dont elle s'est en fait bien souvent emparée) à la population de Barcelone n'auraient pas été déterminantes dans la victoire du 19 juillet, ce seraient les forces loyales à la république (gardes d'assaut et gardes civils) qui auraient surtout contribué à la défaite des militaires. D'après Luis Companys, président de la Generalitat de Catalogne, catalaniste peu susceptible d'anarchophilie « ce sont les anarchistes qui ont sauvé la situation », ne soyons donc pas, chers déconstructeurs, plus royalistes que le roi.

La présentation du 5ème régiment (p 179), vitrine militaire du PCE (Parti Communiste Espagnol), a quelque chose de carrément élogieux, voire de dithyrambique, comme si le mythe de la nécessaire militarisation échappait à la vigilance critique de nos auteurs. De même, la mort de Durutti (p 186) en novembre 1936 à Madrid ne suscite pas de questionnement dérangeant : il meurt dans des circonstances « non élucidées »... Une simple interrogation aurait pu être envisagée : à qui a profité le crime ?

Le coup de force (p 356) du colonel Casado du PSOE (Parti socialiste Ouvrier Espagnol) et de Cipriano Mera (CNT) contre l'état-major communiste et le gouvernement Negrin à Madrid, en Février mars 39 (un soulèvement réussi mais infiniment trop tardif contre l'hégémonie stalinienne) est tout bonnement présenté comme une manipulation des services secrets franquistes. Ce soulèvement avait pour but d'obtenir des conditions de reddition acceptables, la population et les

combattants étant affamés et épuisés. Tandis que l'on montre du doigt Casado et Mera -gens intègres et peu manipulables – on omet de signaler que les chefs communistes qui incitaient à résister, à résister jusqu'à la mort s'empressent fort prudemment de monter dans un avion qui les amènera à Toulouse, puis à Moscou.

À côté d'omissions et d'impasses effectuées sans doute dans le but « de ne pas s'enfermer dans des querelles stériles », on achoppe donc au cours de la lecture sur des passages empreints d'une certaine complaisance à l'égard du PCE pour ne pas dire d'une admiration à peine voilée. À contrario, les pages consacrées à l'insurrection de mai 37 à Barcelone dénoncent sans aucune ambiguïté le rôle contre révolutionnaire des staliniens ainsi que l'attitude défaitiste d'un certain nombre de « dirigeants » de la CNT.

Ces « ruptures de ton », ces alternances de « ligne » sont-elles la marque de divergences d'analyse entre les trois auteurs ? Sont-elles le signe d'une tentative de réalisation à posteriori d'une union antifasciste « heureuse » ? La nostalgie d'une république sociale qui aurait pu éclore imprègne quand même ces pages. La déconstruction d'un certain nombre de mythes n'aboutit elle pas à en créer un nouveau ?

PS : le rêve d'une république sociale, qui aurait pu advenir n'est pas le notre. Il n'est pas étonnant qu'il fasse rêver en 2026 un partisan d'une 6ème république, membre d'un mouvement néo bolchévique dont l'un des auteurs serait proche..

Nous restons quand à nous indéfectibles partisans de la révolution sociale.



Vie politique et syndicale

Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :

- Librairie Terra Nova , 18 rue Gambetta, 31 000 Toulouse

- Librairie Flourey, 36 rue de la Colombette, 31 000 Toulouse

- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64 avenue de la révolution, 87085, Limoges

- Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75 011, Paris

- Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire, 75 011, Paris

- Librairie " La Libambouille", 12/14 rue Jean Jaures, Prades

- Local Le Sabot, 21 rue des Allemands, 57 000, Metz

Site "actualité de l'anarchosyndicalisme"

Le site <https://cnt-ait.info> c'est plus de 2000 articles sur de nombreuses thématiques, dans différentes langues. Pour retrouver une article, une fonction "rechercher" a été ajoutée, qui vous permettra de naviguer plus facilement

parmi les articles

Nouvel email pour le syndicat CNT-AIT de Paris Banlieue
Le syndicat CNT-AIT de paris Banlieue continue son développement. Il s'est doté d'une adresse email propre:
parisbanlieue@cnt-ait.info

Camping d'été à Saint Izair du 2 au 9 Août

Le camping cette année a été particulièrement riche en débat et activités ! Outre les débats du soir (bilan et perspective, vie chère, abstention, antimilitarisme, religion, ...), l'après-midi a permis la tenue d'atelier créatif pour des idées de slogan / affiches / autocollants, de discussions précédées de films sur l'AIT, la lutte dans les hôpitaux et autour des questions de santé, des Visio discussions très positives avec les compagnons du secrétariat national de la CNT-AIT espagnole (dire maintenant CA-AIT), ou encore avec des compagnons du Soudan et de Tunisie, ou encore du Chili. Nous avons aussi débattu de propositions pour améliorer l'organisation de façon à la rendre plus inclusive notamment pour les nouveaux membres qui sont "isolés" ou encore de propositions d'évolution du sigle et du logo.

Perpignan

Le dimanche 28 juin, aux Angles, en Haute Cerdagne nous étions parmi les opposants au projet de méga-bassine du Roc d'Aude. Encore une aberration écologique ! Une centaine de personnes regroupant surtout des associations écolos locales. Une petite journée avec des interventions au micro des membres des différents assos, notamment avec des témoignages de quelques habitants. Certains, très minoritaires peut-être, ont rejoint le sommet afin de reconnaître les lieux. La grosse majorité de la concentration est restée sur l'endroit où c'était donné le rendez-vous au départ des pistes de skis car même si en principe l'idée était d'y monter, après nous avons su qu'une association de protection des animaux était contraire en prétextant qu'on était en période de nidification. Puis nous nous sommes retrouvés au repas partagé dans une

ambiance bonne enfant et conviviale, souvent réunis en groupes affinitaires mais vigilés toujours par les gendarmes. Vers 15h tout le monde repartaient sagement chez soi sans savoir vraiment où mènerait cette action. Donc affaire à suivre...

Le lundi 13 juillet, 1ère AG constitutive du collectif « L'Étincelle des cœurs » qui a pour but d'installer une solidarité auto-organisée pour contrecarrer les dégâts violents des incendies de début juillet dans les communes tout autour d'Ille-sur-Têt. Cette initiative populaire dégage une folle énergie mettant en place des nombreux chantiers de réparation des lieux endommagés, dont un le 24 juillet où nous avons participé et une table d'information le 25 et 26 juillet à Toulouges. Et on s'arrête pas, les chantiers continuent, ainsi que d'autres actions tels que des ateliers de création de petits ouvrages « artistiques » pour mettre en vente en soutien des sinistrés. Plein d'activités que montrent l'esprit de solidarité et entraide qui existe et qui est prêt à se manifester n'importe où. On salue au passage la réelle bienveillance dont est animée ce groupe d'environ 200 personnes, d'autant plus que beaucoup n'ont pas été directement impactés par la brutalité et l'ampleur du sinistre.

Le samedi 18 juillet la journée Gilets Jaunes de Villefranche de Lauragais fort bien préparée, très accueillante, au niveau de leur cabane encore debout ! Bravo et merci à ces bons copains qui font toujours et encore montre d'opiniâtreté. Vers midi un super repas avait été élaboré. Avant dans la matinée, dans un local alternatif une conférence sur les événements du 36 en Espagne avec projection suivi d'un débat bien animé. En soirée, « El Comunero », groupe musical excellent a fort agréablement conclu la journée avec des chants révolutionnaires. Belle et excellente journée !

Le dimanche 19, participation à la journée du 90ème anniversaire de la révolution espagnole organisée par le CTDEE, avec les Compagnons de la CNT-AIT de Toulouse présents à cette demi-journée aussi magnifique.

En temps de canicule

Malgré la canicule, les anarcho syndicats cnt ait de Toulouse et région ont continué cet été leurs activités : permanences , tables de presse habituelles...

Bien sûr le 19 juillet, nous avons commémoré avec le CTDEE le souvenir de la révolution sociale de 1936 en Espagne. De même, nous avons tenu à commémorer les sacrifices de Ricardo Garcia, Francisco Aguado et Angel Mombiola, 3 militants de la CNT espagnole assassinés par les nazis le 20 août 1944 dans la forêt d'Ondes, ainsi que celui de Francisco Ponzan assassiné en forêt de Buzet par les nazis ou plus probablement par la milice de Pétain.

Autre moment fort, la table de presse animée par des compagnes et compagnons de Montauban et Auch au festival de la prairie à Agen qui a permis de belles rencontres.

N'oublions pas également les moments de convivialité que dans le cadre de Libertair'ciné furent les projections débats de films tant à Toulouse qu'à Montauban. L'objet de Libertair'ciné est de réunir des personnes de sensibilités différentes pour échanger après la projection d'un film inspiré d'un événement marquant. Nous avons ainsi projeté 1984, Élise ou la vraie vie, la bataille d'Alger , le maître qui promet la mer.. .

Agenda

Nos permanences hebdomadaires, tout les samedi de 17H à 19H

Samedi 17 octobre diffusion du film "Soudan souviens toi" au local de la CNT-AIT de Toulouse, le 7 rue St Remesy, à 19H

CIP - Acte IX
réunion-débat sur les Piqueteros
Argentin, le jeudi 22/10/26
à 18H30, à la pizzeria "chez Zoubir", 2
rue Bertrand de Born
Métro Jean Jaures

Discussion sur la guerre et la désertion
avec Olga Taratuta et la CNT AIT, les
14/11 à Nantes, 15/11 à Saint Briec, le
5/12 à Toulouse. Informations à venir sur
cnt-ait.info.

Les initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se
retrouvent dans les principes tactiques et
finalités de

l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent
commencer à oeuvrer
localement pour diffuser nos idées et nos
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer
localement une
initiative CNT-AIT, ou rejoindre un
projet en cours, n'hésitez pas
à prendre contact avec nous
par mail
(contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou
par courrier
(CNT-AIT, 7 rue Sr Remesy 31000
Toulouse)

Pour en savoir plus :
Déclarations de principes et statuts de la
CNT-AIT
[http://www.cntaittoulouse.lautre.net/
spip.php?rubrique141](http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)
L'Anarchosyndicalisme en question et
fédéréseau:
<https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi>

SIA (Solidarité Internationale
Antifasciste)
solidariteinternationaleantifasciste.wordp
ress.com
facebook.com/Solidarité-internationale-
Antifasciste

La CNT AIT de Perpignan à Figueres en soutien à la CNT AIT espagnole

Les compagnons de la CNT AIT de Perpignan ont participé pour la deuxième fois aux « Rencontres du livre anarchiste » organisées par la CNT AIT de Figueres (Espagne) le samedi 16 mai. En plus de la joie de se retrouver avec des compagnons de longue date (ayant participé aux rencontres de 2025, nous avons alors été témoins des agressions faites par la CIT) , cette participation a été une démonstration en acte de la solidarité de la CNT AIT française avec sa section sœur en Espagne par un groupe qui s'est accaparé le nom et le logo « CNT » pour en faire une marque commerciale pour servir les intérêts d'avocats spécialisés en droit du travail à la recherche d'une clientèle captive. Plus d'info sur cette affaire sur le site IWA-AIT.org .



Courrier des lecteurs

Gaston, y'a le téléphone qui son ?

Amis lecteurs, laissez nous vous compter la triste mésaventure de vieux sympathisants, septuagénaires retraités de l'agriculture, habitant une ferme isolée, reliée au reste du monde par le truchement d'une ligne cuivre.

Depuis le mois de Janvier cette ligne a subi pas moins de sept pannes, les coupures variant entre trois et huit jours, la dernière en date s'étalant du 11 août au 15 septembre. Malgré des courriers nombreux, des échanges téléphoniques (ils disposent quand même d'un téléphone mobile qui ne captent qu'à une certaine distance de la maison et encore de façon aléatoire) avec le service client d'orange la réparation est toujours repoussée mais promise « pour dans quelques jours ». (Leur nouveau slogan : « Avec Orange, rien ne s'arrange ! ») . À force de récriminations, de mises en demeure et d'interventions diverses, la ligne est enfin rétablie.

Ces vieux copains, conscients de ce que la ligne cuivre allait être définitivement abandonnée dans les deux années à venir, avaient demandé la fibre. Une entreprise est donc venue installer toute une série de poteaux avec le câble, au courant du mois de mars, mais hélas l'installation s'arrête à 50 m de l'habitation : il manque un poteau. Pour obtenir la mise en place de ce seul poteau, il leur a fallu attendre et batailler pendant plus de six mois.

Ce genre de mésaventures où des individus isolés se heurtent de plein fouet à l'incurie de l'état ou de ses sous-traitants n'a rien d'exceptionnel : c'est même la règle pour un certain nombre de territoires, régions rurales ou quartiers populaires, l'état censé assurer les services publics (communication téléphonique, santé, transport en commun, etc) prouve une fois de plus sa totale nullité.

Malheureusement ce sentiment légitime d'abandon suscite chez certains le désir d'un état fort qui prendrait réellement en charge les nombreux problèmes auxquels ils sont confrontés : populistes néofascistes ou néo bolcheviks surfent sur ce sentiment d'abandon, alors que l'histoire a suffisamment prouvé que l'état fort ou faible, rouge ou brun, n'a jamais pour objectif de servir l'intérêt général, de prendre en compte les besoins réels de la population. Bien au contraire il est toujours totalement inféodé aux intérêts d'une minorité de privilégiés.

Seule l'auto organisation de la société, l'autogestion généralisée pourraient permettre de répondre aux besoins réels de la population : la hiérarchie et la verticalité ont produit ce monde d'incurie, de gabegie et d'irresponsabilité.

Déclaration d'un déserteur de l'armée Russe

L'initiative « Olga taratuta » de solidarité avec les déserteurs, réfractaires et réfugiés russe, ukrainiens, biélorusses a été créée le 25 février 2022 par des militants anarchistes et antimilitaristes, pour venir en aide à toutes celles et ceux qui fuient la guerre ou refusent d'y participer. Depuis près de 5 ans, Olga Taratuta relaie les informations des militants anti-guerre de Russie, elle héberge des déserteurs russes et des esquiveurs ukrainiens. Pour en savoir plus sur ses activités, vous pouvez consulter son blog : <http://nowar.soldiarite.online/blog> . Nous vous partageons une déclaration d'Ilya, déserteur russe, que nous assistons dans sa demande d'asile en France (on peut aussi écouter son témoignage réalisé lors d'un débat organisé par le local Loukaniskos de Rennes : <https://www.youtube.com/watch?v=2De4VT62GgI>). Sa demande initiale ayant été rejeté, il a déposé un recours pour qu'elle soit réexaminée. Comme le disent les anti-guerres russe, chaque déserteur nous rapproche un peu plus de la paix. Pour accélérer la paix, exigeons l'ouverture des frontières européennes et française à tous les déserteurs !

Par ailleurs, la campagne d'hiver de soutien aux anarchistes ukrainiens d'Assembleia continue. Ces compagnons, tout en résistant à l'invasion militaire de la fédération de Russie, refusent de rejoindre l'armée ukrainienne et continuent de dénoncer la corruption de leur Etat, dans une perspective révolutionnaire anarchiste. Les bombardements et la destruction des infrastructures énergétiques rend leur situation particulièrement difficile à l'approche de l'hiver. Pour participer à la solidarité financière, vous pouvez adresser vos dons par chèques à l'ordre de « La lettre du CDES », mention « solidarité Olga » au dos, à CNT-AIT, 7 rue Saint rémézy 31000 TOULOUSE. Pour faire un virement bancaire, nous contacter.

Je m'appelle Ilya. Je viens de Russie, et j'ai été soldat dans l'armée russe. En juillet 2024, j'ai signé un contrat d'engagement dans l'armée et ai été envoyé dans les territoires occupés en Ukraine. J'ai été affecté dans la région de Luhansk, et je m'occupais notamment de tâches militaires administratives et en lien avec le personnel, de logistique et de travaux en lien avec l'utilisation des drones.

J'ai compris progressivement que je ne pouvais plus participer à cette guerre. En janvier 2025, j'ai quitté l'armée et ne suis pas revenu. J'ai quitté la Russie et j'ai je suis finalement arrivé en France, où j'ai fait ma demande d'asile. Deux ans se sont presque écoulés, et j'attends toujours la réponse de l'administration. Mais mon histoire n'est qu'une histoire parmi d'autres. Il y a des milliers de soldats russes qui ont refusé de combattre, quitté leurs unités ou déserté. D'après des données collectées par le média russe indépendant Mediazona, à la fin mai 2025, et depuis le début de l'invasion en Ukraine, plus de 20000 cas d'insoumission avaient été enregistrés par le tribunal militaire russe; dans plus de 1000 de ces cas, il s'agissait de désertions. Pour beaucoup de soldats, quitter l'armée ne se peut pas se résumer à simplement s'en aller.

Ceux qui se font prendre peuvent être emprisonnés, battus, menacés, mis sous pression ou renvoyés dans leurs unités. Des informations ont démontré qu'il existaient des endroits où l'on maintenait les déserteurs en captivité jusqu'à ce que leurs commandants décident de leur sort.

Certains sont renvoyés directement au front, notamment dans les unités de combat. La situation est terrible: pour certains,

**NI CHAIR A PATRON, NI CHAIR A CANON !
GUERRE A LA GUERRE !**



même la prison est préférable au retour au combat. Personne ne devrait avoir à choisir entre tuer, être tué, la torture, l'emprisonnement ou l'exil. La désertion est souvent présentée comme un acte de lâcheté. Mais je pense que l'on doit se poser la question suivante: qu'est ce que cela signifie quand une personne refuse de participer à une guerre à laquelle il ne croit plus?

Pour moi, désertir n'a pas signifié que j'abandonnais mes responsabilités. Cela voulait dire au contraire que je prenais en main mes responsabilités.

Je savais que mon départ provoquerait l'anéantissement de ma vie d'avant. Je savais que je risquais de perdre ma maison, mes papiers, mon avenir et la possibilité d'un retour en Russie. Je suis tout de même parti. Et c'est pourquoi je pense que les déserteurs ne devraient pas être simplement traités comme des personnes qui ont fui quelque chose. Ce sont aussi des personnes qui ont pris une décision. La décision de dire non. Non aux ordres qui violent leur conscience. Non à un traitement qui les réduit à l'état de matériel consommable. Non à un système où les êtres humains sont transformés en numéros, en ressource, et en chair à canon. L'état Russe a besoin de soldats pour continuer sa guerre.

C'est pourquoi chaque personne qui refuse d'y participer crée une petite faille dans le système. Mais les déserteurs ne peuvent pas faire ce choix seuls.

Beaucoup n'ont ni argent, ni papiers, ni connaissances juridiques, ni contacts à l'étranger ni aucun endroit sûr où aller. Certains ont peur qu'en demandant de l'aide, ils soient dénoncés ou renvoyés. D'autres n'ont simplement pas idée qu'une autre vie est possible.

Je le sais de par ma propre expérience. C'est pourquoi je

continue à parler publiquement des déserteurs russes et à soutenir des personnes qui veulent quitter l'armée. Je ne demande à personne de se battre dans une nouvelle guerre. Je demande le droit de refuser la guerre. Parce que si nous pensons que les êtres humains ont le droit de décider de ce qu'ils souhaitent faire de leurs corps et de leur vie, ce droit doit aussi exister pour un soldat. Il doit y avoir une issue. Pour toute personne qui décide qu'elle ne veut pas se battre.

Que faire concrètement face aux massacres en Palestine ?

J'entends souvent dire comme critique contre les anarchosyndicalistes et contre la CNT-AIT : « on ne vous voit pas aux manifs pour la Palestine, vous ne faites rien. Votre inaction fait le jeu de l'extrême droite israélienne ». En fait, sur la Palestine, comme sur d'autres sujets, ce qui m'importe c'est d'être efficace. Concrètement comment faire pour essayer d'être efficaces contre le massacre de la population palestinienne par le gouvernement israélien d'extrême droite ?

Qu'est-ce que propose actuellement la gauche de manière concrète ? Elle propose de faire des pétitions, des manifs (c'est comme des pétitions mais dans la rue) bref des mobilisations "citoyennes" qui ont pour objectif de faire une pression politique sur le chef de l'État français, le gouvernement français et la diplomatie française pour qu'à leur tour ils mettent la pression sur l'État israélien. Bref, toute l'agitation de la gauche c'est dans l'espoir que Macron et le gouvernement les entendra et agira comme ils le demandent ... À noter que Macron a fini par entendre la gauche : il y a exactement un an, il a reconnu l'État Palestinien. Et alors ? et alors rien. Cela n'a rien changé pour les palestiniens ...

Perso je pense que c'est complètement inutile et inefficace. (sauf bien sûr – si on écoute nos pro-pal de gôche - à ce que le Président soit Mélenchon ... et là en fait tu te rends compte que la Palestine devient un enjeu électoral et donc qu'en fait les palestiniens ils s'en foutent, pour eux c'est juste un prétexte marketing pour capter des voix).

Concrètement, pourquoi Tsahal (l'armée israélienne) peut massacrer des palestiniens ? Parce qu'elle a le soutien de la majorité de la population en Israël. Il y a un lien très fort qui unit Tsahal et les israéliens, et surtout les israéliens nationalistes et d'extrême droite. Si on veut stopper les massacres, ce qu'il faut faire c'est essayer de mettre des coins dans ce lien pour essayer de le distendre et même le rompre. Si la population israélienne ne soutien plus Tsahal, c'est la fin des massacres à Gaza. Or il se trouve qu'il y a en Israël des jeunes qui refusent de rejoindre Tsahal (et pas seulement pour des considérations religieuses ultra-orthodoxes juives, mais aussi pour des convictions éthiques humanistes ou politiques,

anarchistes pour certaines et certains d'entre eux). Ce sont eux, les refuzniks, les vrais antisionistes en action. En refusant de rejoindre l'armée ils font de l'action directe, ils agissent directement pour faire cesser les massacres. Chaque jeune israélien qui refuse de prendre les armes, c'est un assassin militaire potentiel de moins. Donc ce que je fais, avec mes amies de la CNT-AIT, concernant la Palestine c'est d'essayer de donner le maximum de visibilité et de soutien concret aux refuzniks. Mais nous sommes bien peu dans ce cas à gauche et même dans le mouvement libertaire. Cela m'interroge d'ailleurs ? pourquoi autant d'"antisionistes" affichés ne soutiennent pas plus les refuzniks ? mon explication c'est que ça les obligerait à reconnaître qu'il y a des Israéliens voire des juifs qui sont fréquentables ... Dans des manifs pro-pal à Paris en soutien à la Palestine, certains nous ont reproché d'appeler à soutenir les refuzniks au motif que ce sont des Israéliens et qu'un bon Israélien est un Israélien mort ... Cet



« antisionisme » rappelle furieusement l'antisémitisme des années 30 qui hurlait qu'un bon juif est un juif mort ...

Nous soutenons ceux qui essayent de ronger l'armée israélienne de l'intérieur. Et ça, contrairement à ce que nos bonnes âmes de gauche disent, ce n'est pas le programme de l'extrême droite israélienne. Au contraire,

l'extrême droite israélienne se nourrit de la fureur antisémite camouflée derrière un certain antisionisme, qui lui permet de maintenir un climat de peur au sein de la communauté juive qui va chercher refuge dans les bras de l'extrême droite israélienne.

Par ailleurs soutenir les refuzniks en Israël c'est aussi porter le débat sur l'antimilitarisme ici, en France, et de notre attitude vis-à-vis de l'armée française, qui ne vaut pas mieux que n'importe quelle autre armée. Or cela, la gauche française, qui n'est pas anti-militariste (il suffit de lire les déclarations d'amour de Mélenchon à Dassault et aux entreprises d'armement françaises), ne veut pas en entendre parler. C'est une raison de plus pour que les anarchistes portent haut ce combat !

Contre les frontières et l'identification ethnique, identitaire et nationale : la Tunisie à l'heure du règne mondial du racisme

Les frontières de l'Europe ne commencent pas au Sud de celle-ci ni au Nord de la mer Méditerranée, mais elles sont également ici, sur notre terre. En effet, la Tunisie est devenue un garde-frontière de première ligne de la Forteresse Europe, et ce non pas par accident, mais par une coopération calculée.

En juillet 2023, l'État tunisien a signé un accord avec le gouvernement italien, soutenu par la Commission Européenne, destiné à pratiquer la coopération afin de renforcer le contrôle des frontières en échange d'une aide de centaines de millions d'euros. Mais voilà cependant que cet argent ne va ni à la santé ni au logement, et ainsi, il sert à la surveillance, à la mise au pas de la population, aux arrestations et aux expulsions. Peu avant, en février 2023, le président de la République Tunisienne, Kais Saïd, a lancé une attaque ouverte contre les migrants subsahariens, les accusant sans aucune preuve de faire partie d'un « complot criminel » visant à modifier la composition démographique de la Tunisie. Cette théorie du complot est non seulement raciste mais en plus elle fait écho à la rhétorique de l'extrême droite européenne, en plus de donner le feu vert à des vagues de violences. Des propriétaires ont expulsé massivement des personnes. La police a battu, arrêté et expulsé des migrants. Des foules les ont chassés de leurs logements. Des centaines ont été déportés vers le désert, abandonnés sans eau ni nourriture près des frontières libyenne et algérienne. Plusieurs sont morts.

À travers toute la Tunisie (en particulier dans le sud et les périphéries urbaines) des réfugiés et des immigré·e·s venus du Soudan, du Tchad, du Mali, du Nigeria et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre se retrouvent piégés. Et pourtant beaucoup ont fui la guerre, la dictature, l'effondrement écologique ou la ruine économique. La plupart n'avaient jamais l'intention de s'installer pour de bon en Tunisie. Mais ils sont coincés ici, contraints de vivre dans des camps, des bâtiments abandonnés ou dans la rue, tandis que l'État tunisien et l'UE conspirent pour empêcher leurs déplacements. Ils font face aux violences policières, à l'incitation médiatique et Sociale à la haine, aux foules racistes et à l'abandon bureaucratique.

Ce racisme n'est pas simplement « culturel » ni "accidentel" ni le "produit de l'ignorance". Il est fabriqué et renforcé par l'union européenne et ses laquais despotique de Tunis via l'État et ses institutions. Alors, les migrants subsahariens sont criminalisés, déshumanisés et transformés en boucs émissaires de tous les malheurs, tandis que leur exploitation profite

pourtant aux maîtres du système que sont les propriétaires, patrons et politiciens. Le spectacle d'une « crise migratoire » permet au gouvernement de masquer son propre échec, de détourner la colère de la population face aux vrais problèmes, de mettre au pas la population en lui faisant accepter comme "normales" les atteintes aux droits démocratiques et de discipliner les classes populaires locales en leur montrant qui est jetable.

Mais ce racisme ne vise pas seulement l'extérieur. Il renforce les divisions au sein des travailleurs et de la population locale, nous maintenant isolés et craintifs pendant que la classe dirigeante collabore avec les gouvernements européens et les institutions internationales. Nous aussi, nous sommes des migrants. Et pour cause, beaucoup de Tunisiens sont contraints à l'exil, et sont racialisés et exploités à mort par les capitalistes, propriétaires et marchands de sommeil en Europe. Et voilà que les mêmes structures et logiques qui nous oppriment là-bas sont les mêmes que nous retrouvons ici. C'est la même frontière, la même violence — simplement renvoyées vers nous comme un miroir.

Pour notre part, en tant que libertaires, anarchistes, nous rejetons catégoriquement ces tris de population selon des critères tels que migrant, citoyen, national, étranger, etc.... Ce sont des outils d'identification, de hiérarchisation donc de discrimination et de contrôle. Nous rejetons la logique même qui prétend qu'il faut des papiers pour vivre, des frontières pour être libre, ou un passeport pour exister et que tout ça, c'est « normal » ou « naturel ». Et être identifié, que ce soit en tant que citoyen national ou étranger, légal ou illégal, c'est déjà être trié par l'État et classé, donc hiérarchisé, ce que nous refusons. En plus, l'identification n'est pas une protection mais un contrôle pour assurer la domination et la mise au pas de la population.. Et quant à nous, socialistes libertaires, nous ne luttons pas pour une meilleure gestion du système ni des frontières, mais pour leur abolition complète, du capitalisme, de l'État et de ses appareils, du système monétaire et des frontières. De la même manière, nous ne militons ni pour être inclus dans le système ni pour prendre le pouvoir, mais pour les détruire.

La véritable solidarité ne naît pas de la pitié ni ne vient du cœur ou de la philanthropie, mais provient de la lutte partagée. Dans les marges des grandes villes comme Tunis, Sfax, Médenine et ailleurs, nous avons vu des moments de résistance avec les migrants et habitants locaux luttant ensemble et côte à côte contre les expulsions, partageant la nourriture, occupant des espaces, etc.... Ce ne sont pas des actes seulement "humanitaires" car cela peut être des germes de mouvements révolutionnaires.